

Rapport de la session d'Hiver 2001

Le mot d'ordre qui marqua le début de la session hiver-2001 fut le boycott de la taxe à l'échec, lancé par l'AECSL. Cette action s'inscrivait dans un mouvement national, comptant 20 autres associations étudiantes, revendiquant l'abolition de la taxe à l'échec. La réponse des étudiant(e)s devant cette revendication fut massive, en effet, environ 60% de la population étudiante s'y rallièrent.

La nécessité d'une révision complète des règlements généraux et de ses annexes, en ce qui a trait à diverses sections, amena le SIAM à modifier ces dernières. Deux postes au comité exécutif furent donc créés et plusieurs points nébuleux des anciens règlements généraux furent renforcés.

Suite à la mort du Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), la présence d'un nouveau syndicat étudiant de gauche était essentiel, compte tenu du fait que l'AECSL était membre du MDE. Avec l'aide d'étudiant(e)s d'autres cégeps et universités, l'AECSL participa à la création de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE). L'AECSL n'est pas encore membre de ce syndicat étudiant. Toutefois elle a eu le mandat de tenir une campagne d'adhésion.

Ayant un mandat contre la tenue du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001 et contre la mondialisation des marchés, l'AECSL a pris part aux activités entourant les manifestations contre la ZLÉA. En participant aux réunions de la GOMM (Groupe opposé à la mondialisation des marchés), en organisant une semaine sur la mondialisation (avec la conférence de Ricardo Pétrella) et en travaillant sur de bonnes tournées de classes, l'AECSL a réussi, dans une Assemblée Générale comptant environ 900 membres, à faire passer une grève de trois jours permettant l'envoi de huit autobus aux manifestations contre la ZLÉA qui se déroulaient à Québec les 20, 21 et 22 avril. Le lundi 23 avril, dans une Assemblée Générale comptant plus de 800 membres, l'AECSL eût le mandat, suite à un scrutin secret, de continuer la grève jusqu'au mercredi matin, afin de participer à la manifestation de mardi à Montréal, en solidarité avec les arrêté(e)s de Québec.

Ti-Ben

Adjoint à l'exécutif